

3 juillet 2003

- PROJET -

**MISE À JOUR DU RAPPORT ANNUEL (2002) DE L'ORGANE DE
RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS AU CONSEIL GÉNÉRAL**

À sa réunion du 24 juin 2003, l'ORD est convenu d'adopter *ad referendum* une mise à jour de son rapport annuel (2002) au Conseil général qui porterait sur les travaux menés par l'ORD de décembre 2002 à la réunion du 24 juin 2003. Les Membres sont donc invités à communiquer au Secrétariat (Mme B. Mueller-Holyst, tél: 022 739 51 07; fax: 022 739 57 61) leurs observations éventuelles sur le projet de rapport ci-joint pour le **vendredi 11 juillet 2003, avant la fermeture des bureaux.**

Organe de règlement des différends

- PROJET -

**MISE À JOUR DU RAPPORT ANNUEL (2002) DE L'ORGANE DE
RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS AU CONSEIL GÉNÉRAL**

Le présent document contient une mise à jour du rapport annuel (2002) de l'ORD figurant dans le document WT/DSB/29. Depuis la fin de la période visée par ce rapport, soit de décembre 2002 à la réunion du 24 juin 2003, l'ORD a tenu 14 réunions. Les comptes rendus de ces réunions, où sont consignés les résultats des travaux de l'ORD, sont reproduits sous les cotes WT/DSB/M/138 à WT/DSB/M/151 et devraient être lus conjointement avec le présent rapport.

Les questions traitées dans le rapport sont les suivantes:

	<u>Page</u>
1. Élection du Président (WT/DSB/M/143).....	3
2. Procédures additionnelles pour les consultations entre le Président de l'ORD et les Membres de l'OMC en rapport avec les modifications apportées aux Procédures de travail pour l'examen en appel (WT/DSB/M/139).....	3
3. Modifications apportées aux Procédures de travail pour l'examen en appel (WT/DSB/M/139 et 142)	3
4. Liste indicative de personnes ayant ou non des attaches avec des administrations nationales appelées à faire partie de groupes spéciaux (WT/DSB/M/139, 143, 145, 147 et 151)	4
5. Mise à jour du rapport annuel (2002) au Conseil général (WT/DSB/M/151)	4
6. Recours aux procédures de règlement des différends	5
a) Argentine	5
i) Droits antidumping définitifs visant la viande de volaille en provenance du Brésil (WT/DSB/M/150)	5
ii) Mesure de sauvegarde définitive à l'importation de pêches en conserve (WT/DSB/M/147 et 150)	5
b) Canada	5
i) Crédits à l'exportation et garanties de prêts accordés pour les aéronefs régionaux (WT/DSB/M/145)	5
ii) Mesures visant l'importation de lait et l'exportation de produits laitiers: deuxième recours des États-Unis et de la Nouvelle-Zélande à l'article 21:5 du Mémoire d'accord (WT/DSB/M/141)	6
iii) Mesures concernant les exportations de blé et le traitement des grains importés (WT/DSB/M/145 et 146)	6

c)	Communautés européennes	7
i)	<i>Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde: recours de l'Inde à l'article 21:5 du Mémoire d'accord (WT/DSB/M/148)</i>	7
ii)	<i>Conditions d'octroi de préférences tarifaires aux pays en développement (WT/DSB/M/139 et 142)</i>	7
d)	Corée.....	8
i)	<i>Mesures affectant le commerce des navires de commerce (WT/DSB/M/151)</i>	8
e)	États-Unis.....	8
i)	<i>Mesures antidumping et compensatoires appliquées aux tôles en acier en provenance de l'Inde (WT/DSB/M/143)</i>	8
ii)	<i>Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon (WT/DSB/M/138).....</i>	8
iii)	<i>Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention (WT/DSB/M/142 et 144)</i>	9
iv)	<i>Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne (WT/DSB/M/139 et 141).....</i>	9
v)	<i>Mesures compensatoires concernant certains produits en provenance des Communautés européennes (WT/DSB/M/140 et 142)</i>	10
vi)	<i>Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de tubes et tuyaux de qualité carbone soudés, de section circulaire, en provenance de Corée (WT/DSB/M/145).....</i>	10
vii)	<i>Détermination finale de l'existence d'un dumping concernant certains bois d'œuvre résineux en provenance du Canada (WT/DSB/M/139 et 140).....</i>	11
viii)	<i>Enquête de la Commission du commerce international dans l'affaire concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada (WT/DSB/M/147 et 149).....</i>	11
ix)	<i>Mesures visant la fourniture transfrontières de services de jeux et paris (WT/DSB/M/151)</i>	12
x)	<i>Subventions concernant le coton upland (WT/DSB/M/143, 145, 146, 147 et 150).....</i>	12
xi)	<i>Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les matériels tubulaires pour puits de pétrole en provenance d'Argentine (WT/DSB/M/147 et 150).....</i>	13
xii)	<i>Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger" (WT/DSB/M/149)</i>	13
f)	Uruguay	14
i)	<i>Traitement fiscal appliqué à certains produits (WT/DSB/M/147 et 150)</i>	14
7.	Surveillance de la mise en œuvre des recommandations adoptées par l'ORD	14
a)	Égypte	14
i)	<i>Mesures antidumping définitives à l'importation de barres d'armature en acier en provenance de la Turquie (WT/DSB/M/150 et 151)</i>	14
b)	États-Unis.....	15
i)	<i>Loi antidumping de 1916 (WT/DSB/M/139, 142, 143, 145, 147, 150 et 151)</i>	15
ii)	<i>Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon (WT/DSB/M/139, 142, 143, 145, 147, 150 et 151)</i>	16

iii)	<i>Article 110 5) de la Loi sur le droit d'auteur (WT/DSB/M/139, 142, 143, 145, 147, 150 et 151).....</i>	<i>17</i>
iv)	<i>Article 211 de la Loi générale de 1998 portant ouverture de crédits (WT/DSB/M/139, 142, 143, 145, 147, 150 et 151).....</i>	<i>19</i>
8.	Autres points soulevés au titre des "Autres questions".....	20
a)	Déclaration du Président au sujet d'une communication de l'Organe d'appel concernant les modifications qu'il était proposé d'apporter aux <i>Procédures de travail pour l'examen en appel</i> (WT/DSB/M/147).....	20
b)	Questions soulevées par les États-Unis au sujet de la réunion de l'ORD prévue pour le 26 février 2003 (WT/DSB/M/143)	20

1. Élection du Président (WT/DSB/M/143)

À sa réunion du 19 février 2003, l'ORD a élu M. Shotaro Oshima (Japon) Président de l'ORD par acclamation.

Le Président sortant et le nouveau Président ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations.

2. Procédures additionnelles pour les consultations entre le Président de l'ORD et les Membres de l'OMC en rapport avec les modifications apportées aux *Procédures de travail pour l'examen en appel* (WT/DSB/M/139)

À la réunion tenue par l'ORD le 19 décembre 2002, le Président a appelé l'attention des Membres sur la proposition contenue dans le document WT/DSB/W/214 concernant les procédures additionnelles pour les consultations entre le Président de l'ORD et les Membres de l'OMC en rapport avec les modifications apportées aux *Procédures de travail pour l'examen en appel*. Il a dit que les délégations avaient été invitées à formuler des observations sur la proposition avant le 5 décembre 2002. Comme aucune délégation n'avait fait objection à la proposition avant la date limite convenue, il a proposé que l'ORD accepte la proposition figurant dans le document WT/DSB/W/214.

L'ORD a pris note de la déclaration et a accepté la proposition du Président reproduite dans le document WT/DSB/W/214.¹

3. Modifications apportées aux *Procédures de travail pour l'examen en appel* (WT/DSB/M/139 et 142)

À la réunion tenue par l'ORD le 19 décembre 2002, le Président a appelé l'attention des Membres sur la communication de l'Organe d'appel (WT/AB/WP/5) qui contenait des explications additionnelles au sujet des modifications apportées aux règles 1, 24 et 27 des *Procédures de travail pour l'examen en appel*, des modifications additionnelles qu'il était proposé d'apporter aux règles 1, 24 4) et 27, ainsi que des modifications consécutives qu'il était proposé d'apporter aux règles 16 1), 18 5), 19 et 28 et à l'Annexe 1. Il a dit qu'il enverrait un fax aux délégations en ce qui concerne cette question afin de leur ménager la possibilité de formuler par écrit des observations d'ici la date de la réunion ordinaire suivante de l'ORD qui était prévue pour le 27 janvier 2003.

¹ Distribué par la suite sous la cote WT/DSB/31.

L'ORD a pris note de la déclaration.

À la réunion tenue par l'ORD le 27 janvier 2003, les délégations ont été invitées à exposer leur avis au sujet des modifications qu'il était proposé d'apporter aux *Procédures de travail pour l'examen en appel*, figurant dans le document WT/AB/WP/5. Le Président a dit que les observations formulées par les Membres, y compris par écrit, au sujet des modifications proposées seraient transmises à l'Organe d'appel d'ici au 31 janvier 2003. Il a également dit que conformément aux procédures convenues, figurant dans le document WT/DSB/31, il demanderait à l'Organe d'appel de tenir compte de ces observations.

Les représentants du Canada, des États-Unis, de l'Inde, de l'Équateur, du Japon et des Communautés européennes ainsi que le Président ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de suivre la ligne de conduite proposée par le Président en ce qui concernait les observations des Membres sur les modifications qu'il était proposé d'apporter aux *Procédures de travail pour l'examen en appel*.

4. Liste indicative de personnes ayant ou non des attaches avec des administrations nationales appelées à faire partie de groupes spéciaux (WT/DSB/M/139, 143, 145, 147 et 151)

À sa réunion du 19 décembre 2002, l'ORD a approuvé les noms figurant dans les documents WT/DSB/W/215 et Corr.1, qu'il était proposé d'ajouter à la liste indicative de personnes ayant ou non des attaches avec des administrations nationales appelées à faire partie de groupes spéciaux, conformément à l'article 8:4 du Mémoire d'accord.

À sa réunion du 19 février 2003, l'ORD a approuvé les noms figurant dans le document WT/DSB/W/220 qu'il était proposé d'ajouter à la liste indicative de personnes ayant ou non des attaches avec des administrations nationales appelées à faire partie de groupes spéciaux, conformément à l'article 8:4 du Mémoire d'accord.

À sa réunion du 18 mars 2003, l'ORD a approuvé le nom figurant dans le document WT/DSB/W/223 qu'il était proposé d'ajouter à la liste indicative de personnes ayant ou non des attaches avec des administrations nationales appelées à faire partie de groupes spéciaux, conformément à l'article 8:4 du Mémoire d'accord.

À sa réunion du 15 avril 2003, l'ORD a approuvé le nom figurant dans le document WT/DSB/W/226 qu'il était proposé d'ajouter à la liste indicative de personnes ayant ou non des attaches avec des administrations nationales appelées à faire partie de groupes spéciaux, conformément à l'article 8:4 du Mémoire d'accord.

À sa réunion du 24 juin 2003, l'ORD a approuvé le nom figurant dans le document WT/DSB/W/231 qu'il était proposé d'ajouter à la liste indicative de personnes ayant ou non des attaches avec des administrations nationales appelées à faire partie de groupes spéciaux, conformément à l'article 8:4 du Mémoire d'accord.

5. Mise à jour du rapport annuel (2002) au Conseil général (WT/DSB/M/151)

À sa réunion du 24 juin 2003, l'ORD a accepté la proposition du Président relative à l'établissement, par le Secrétariat, d'une mise à jour du rapport annuel de l'ORD (2002) au Conseil général qui porterait sur les travaux menés par l'ORD de décembre 2002 à la réunion du 24 juin. Comme convenu, l'ORD adopterait le rapport *ad referendum*, de manière que les Membres disposeraient d'une semaine pour formuler des observations sur le projet de rapport après que le Secrétariat le leur aurait communiqué. Une fois qu'il aurait été tenu compte des observations des

délégations, le cas échéant, le rapport serait transmis au Conseil général pour examen à sa réunion prévue pour le 24 juillet 2003.

6. Recours aux procédures de règlement des différends

a) Argentine

i) Droits antidumping définitifs visant la viande de volaille en provenance du Brésil (WT/DSB/M/150)

En avril 2002², l'ORD est convenu d'établir un groupe spécial chargé d'examiner la plainte du Brésil concernant cette affaire.

À sa réunion du 19 mai 2003, l'ORD a examiné le rapport du Groupe spécial concernant cette affaire (WT/DS241/R).

Les représentants du Brésil, de l'Argentine, des États-Unis et de la Malaisie ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations et a adopté le rapport du Groupe spécial figurant dans le document WT/DS241/R.

ii) Mesure de sauvegarde définitive à l'importation de pêches en conserve (WT/DSB/M/147 et 150)

En janvier 2002³, l'ORD est convenu d'établir un groupe spécial chargé d'examiner la plainte du Chili concernant cette affaire.

À sa réunion du 15 avril 2003, l'ORD a examiné le rapport du Groupe spécial concernant cette affaire (WT/DS238/R).

Les représentants du Chili, de l'Argentine et des Communautés européennes ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations et a adopté le rapport du Groupe spécial figurant dans le document WT/DS238/R.

À la réunion tenue par l'ORD le 19 mai 2003, le représentant de l'Argentine a appelé l'attention des Membres sur le document WT/DS238/6 qui contenait des informations concernant l'intention de son pays de se conformer aux recommandations de l'ORD dans cette affaire.

Les représentants de l'Argentine et du Chili ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations.

b) Canada

i) Crédits à l'exportation et garanties de prêts accordés pour les aéronefs régionaux (WT/DSB/M/145)

À sa réunion du 18 mars 2003, l'ORD a examiné la demande d'autorisation (document WT/DS222/10) que le Brésil lui avait présentée au titre de l'article 22:7 du Mémoire d'accord et

² WT/DSB/M/123.

³ WT/DSB/M/117.

de l'article 4.10 de l'Accord SMC afin de prendre des contre-mesures appropriées à l'encontre du Canada.

Les représentants du Brésil, du Canada, des Communautés européennes et des États-Unis ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations et, conformément à la demande présentée par le Brésil au titre de l'article 22:7 du Mémoire d'accord et de l'article 4.10 de l'Accord SMC et reproduite dans le document WT/DS222/10, est convenu d'accorder l'autorisation de suspendre l'application à l'égard du Canada de concessions tarifaires ou d'autres obligations, conformément à la décision arbitrale figurant dans le document WT/DS222/ARB.

ii) *Mesures visant l'importation de lait et l'exportation de produits laitiers: deuxième recours des États-Unis et de la Nouvelle-Zélande à l'article 21:5 du Mémoire d'accord (WT/DSB/M/141)*

En décembre 2001⁴, l'ORD est convenu, conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord, de soumettre au groupe spécial initial, si possible, la question soulevée par les États-Unis et la Nouvelle-Zélande concernant la mise en œuvre par le Canada des recommandations de l'ORD relatives à cette affaire. En septembre 2002, le Canada a notifié à l'ORD sa décision de faire appel au sujet de certains points de droit et de certaines interprétations du droit données par le Groupe spécial (WT/DS103/28–WT/DS113/28).

Les représentants de la Nouvelle-Zélande, des États-Unis, du Canada, des Communautés européennes, de l'Australie, de l'Argentine et de l'Inde ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations et adopté le rapport de l'Organe d'appel contenu dans le document WT/DS103/AB/RW2–WT/DS113/AB/RW2 et le rapport du Groupe spécial contenu dans le document WT/DS103/RW2–WT/DS113/RW2, tel qu'il avait été modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

iii) *Mesures concernant les exportations de blé et le traitement des grains importés (WT/DSB/M/145 et 146)*

À sa réunion du 18 mars 2003, l'ORD a examiné une demande présentée par les États-Unis en vue de l'établissement d'un groupe spécial chargé d'examiner leur plainte concernant les mesures prises par le Canada visant les exportations de blé et le traitement des grains importés (WT/DS276/6).

Les représentants des États-Unis et du Canada ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question.

À sa réunion du 31 mars 2003, l'ORD a de nouveau examiné cette question.

Les représentants des États-Unis et du Canada ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations et est convenu d'établir un groupe spécial doté du mandat type conformément aux dispositions de l'article 6 du Mémoire d'accord.

⁴ WT/DSB/M/116.

Les représentants du Chili, des Communautés européennes, du Japon, du Mexique et du Taipei chinois ont réservé leur droit de participer en tant que tierces parties aux travaux du Groupe spécial.⁵

c) Communautés européennes

i) *Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde: recours de l'Inde à l'article 21:5 du Mémoire d'accord (WT/DSB/M/148)*

En mai 2002⁶, l'ORD a décidé, conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord, de soumettre au groupe spécial initial la question soulevée par l'Inde concernant la mise en œuvre, par les Communautés européennes, des recommandations de l'ORD relatives à cette affaire. En janvier 2003, l'Inde a notifié à l'ORD sa décision de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit développées par le Groupe spécial (WT/DS141/16).

À sa réunion du 24 avril 2003, l'ORD a examiné le rapport de l'Organe d'appel figurant dans le document WT/DS141/AB/RW et le rapport du Groupe spécial contenu dans le document WT/DS141/RW concernant cette affaire.

Les représentants de l'Inde, des Communautés européennes, des États-Unis et de la Corée ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations et adopté le rapport de l'Organe d'appel figurant dans le document WT/DS141/AB/RW et le rapport du Groupe spécial contenu dans le document WT/DS141/RW, modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

ii) *Conditions d'octroi de préférences tarifaires aux pays en développement (WT/DSB/M/139 et 142)*

À sa réunion du 19 décembre 2002, l'ORD a examiné une demande présentée par l'Inde en vue de l'établissement d'un groupe spécial chargé d'examiner sa plainte contre les Communautés européennes concernant les conditions d'octroi de préférences tarifaires aux pays en développement (WT/DS246/4).

Les représentants de l'Inde, des Communautés européennes et de la Colombie, au nom des pays membres de la Communauté andine, ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question.

À sa réunion du 27 janvier 2003, l'ORD a de nouveau examiné cette question.

Les représentants de l'Inde, des Communautés européennes, de la Colombie, de l'Équateur, du Pérou, de la Bolivie, de la Malaisie et du Paraguay ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations et est convenu d'établir un groupe spécial doté du mandat type, conformément aux dispositions de l'article 6 du Mémoire d'accord.

Les représentants du Brésil, de la Colombie, du Costa Rica, de Cuba, d'El Salvador, de l'Équateur, des États-Unis, du Guatemala, du Honduras, du Paraguay, du Pérou, de Sri Lanka et du

⁵ Après la réunion, l'Australie et la Chine ont réservé leur droit de participer en tant que tierces parties aux travaux du Groupe spécial.

⁶ WT/DSB/M/124 et Corr.1.

Venezuela ont réservé leur droit de participer en tant que tierces parties aux travaux du Groupe spécial.⁷

d) Corée

i) *Mesures affectant le commerce des navires de commerce (WT/DSB/M/151)*

À sa réunion du 24 juin 2003, l'ORD a examiné une demande présentée par les Communautés européennes en vue de l'établissement d'un groupe spécial chargé d'examiner leur plainte concernant les mesures de la Corée affectant le commerce des navires de commerce (WT/DS273/2). Outre l'établissement d'un groupe spécial, les Communautés européennes ont également demandé que l'ORD engage les procédures prévues à l'Annexe V de l'Accord SMC et désigne un représentant chargé de faciliter le processus de collecte de renseignements prévu à l'Annexe V.

Les représentants des Communautés européennes, de la Corée, du Japon, du Brésil et des États-Unis ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question.

e) États-Unis

i) *Mesures antidumping et compensatoires appliquées aux tôles en acier en provenance de l'Inde (WT/DSB/M/143)*

À la réunion tenue par l'ORD le 19 février 2003, le représentant des États-Unis a annoncé que son pays avait mis en œuvre les recommandations et décisions adoptées par l'ORD dans l'affaire "États-Unis – Mesures antidumping et compensatoires appliquées aux tôles en acier en provenance de l'Inde" (WT/DS206).

Les représentants des États-Unis et de l'Inde ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations.

ii) *Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon (WT/DSB/M/138)*

À sa réunion du 5 décembre 2002, l'ORD a examiné une demande des États-Unis relative à la modification du délai raisonnable pour la mise en œuvre des recommandations et décisions rendues par l'ORD dans l'affaire "États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon" (WT/DS184/16).

Les représentants des États-Unis et du Japon ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations et a accédé à la demande des États-Unis figurant dans le document WT/DS184/16.

⁷ Après la réunion, la Bolivie, Maurice, le Nicaragua, le Pakistan et le Panama ont réservé leur droit de participer en tant que tierces parties aux travaux du Groupe spécial.

iii) *Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention (WT/DSB/M/142 et 144)*

En août 2001⁸, l'ORD est convenu d'établir un groupe spécial chargé d'examiner la plainte de l'Australie, du Brésil, du Chili, des CE, de l'Inde, de l'Indonésie, du Japon, de la Corée et de la Thaïlande concernant cette affaire. En septembre 2001⁹, l'ORD est convenu que le Groupe spécial établi à la demande des pays susmentionnés examinerait aussi les plaintes du Canada et du Mexique concernant la même affaire. En octobre 2002, les États-Unis ont notifié à l'ORD leur décision de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit développées par le Groupe spécial (WT/DS217/8–WT/DS234/16).

À sa réunion du 27 janvier 2003, l'ORD a examiné le rapport de l'Organe d'appel figurant dans le document WT/DS217/AB/R–WT/DS234/AB/R et le rapport du Groupe spécial figurant dans le document WT/DS217/R–WT/DS234/R concernant cette affaire.

Les représentants du Canada, du Chili, de l'Inde, de la Corée, du Brésil, de l'Indonésie, du Mexique, de la Thaïlande, de l'Australie, du Japon, de la Chine, des Communautés européennes, de la Malaisie, des États-Unis et de Hong Kong, Chine ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations et adopté le rapport de l'Organe d'appel figurant sous la cote WT/DS217/AB/R–WT/DS234/AB/R et le rapport du Groupe spécial figurant sous la cote WT/DS217/R–WT/DS234/R, modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

À la réunion tenue par l'ORD le 26 février 2003, les parties au différend "États-Unis – Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention" ont fait des déclarations au sujet du respect des dispositions de l'article 21:3 du Mémorandum d'accord concernant ce différend.

Les représentants de l'Australie, du Brésil, du Canada, des Communautés européennes, du Japon, de l'Inde, de la Corée, de l'Indonésie, de la Thaïlande et des États-Unis ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations.

iv) *Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne (WT/DSB/M/139 et 141)*

En septembre 2001¹⁰, l'ORD est convenu d'établir un groupe spécial chargé d'examiner la plainte des Communautés européennes concernant cette affaire. En août 2002, les États-Unis ont notifié à l'ORD leur décision de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit développées par le Groupe spécial (WT/DS213/16).

À sa réunion du 19 décembre 2002, l'ORD a examiné le rapport de l'Organe d'appel figurant dans les documents WT/DS213/AB/R et Corr.1 ainsi que le rapport du Groupe spécial figurant dans les documents WT/DS213/R et Corr.1 concernant la plainte des Communautés européennes.

Les représentants des États-Unis, des Communautés européennes, du Japon, de l'Argentine, de la Corée et du Chili ont pris la parole.

⁸ WT/DSB/M/108.

⁹ WT/DSB/M/109.

¹⁰ WT/DSB/M/109.

L'ORD a pris note des déclarations et adopté le rapport de l'Organe d'appel reproduit dans les documents WT/DS213/AB/R et Corr.1 ainsi que le rapport du Groupe spécial reproduit dans les documents WT/DS213/R et Corr.1, modifiés par le rapport de l'Organe d'appel.

À la réunion tenue par l'ORD le 17 janvier 2003, le représentant des États-Unis a informé l'ORD que son pays avait l'intention de mettre en œuvre les recommandations de l'ORD dans cette affaire, conformément à l'article 21:3 du Mémoire d'accord.

Les représentants des États-Unis et des Communautés européennes ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations et des renseignements fournis par les États-Unis sur leurs intentions au sujet de la mise en œuvre des recommandations de l'ORD dans cette affaire.

v) *Mesures compensatoires concernant certains produits en provenance des Communautés européennes (WT/DSB/M/140 et 142)*

En septembre 2001¹¹, l'ORD est convenu d'établir un groupe spécial chargé d'examiner la plainte des Communautés européennes concernant cette affaire. En septembre 2002, les États-Unis ont notifié à l'ORD leur décision de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit développées par le Groupe spécial (WT/DS212/7).

À sa réunion du 8 janvier 2003, l'ORD a examiné le rapport de l'Organe d'appel figurant dans le document WT/DS212/AB/R et le rapport du Groupe spécial figurant dans le document WT/DS212/R concernant cette affaire.

Les représentants des Communautés européennes, des États-Unis et du Mexique ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations et adopté le rapport de l'Organe d'appel figurant dans le document WT/DS212/AB/R et le rapport du Groupe spécial figurant dans le document WT/DS212/R, modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

À la réunion tenue par l'ORD le 27 janvier 2003, la représentante des États-Unis a informé l'ORD des intentions de son pays concernant la mise en œuvre des recommandations adoptées par l'ORD dans cette affaire.

Les représentants des États-Unis, des Communautés européennes et du Mexique ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations et des renseignements communiqués par les États-Unis au sujet de leurs intentions concernant la mise en œuvre des recommandations adoptées par l'ORD dans cette affaire.

vi) *Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de tubes et tuyaux de qualité carbone soudés, de section circulaire, en provenance de Corée (WT/DSB/M/145)*

À la réunion tenue par l'ORD le 18 mars 2003, la représentante des États-Unis a annoncé que son pays avait mis fin aux mesures de sauvegarde concernant les tubes et tuyaux en provenance de Corée, comme le stipulait la notification du 31 juillet 2002 (WT/DS202/18).

Les représentants des États-Unis et de la Corée ont pris la parole.

¹¹ WT/DSB/M/109.

L'ORD a pris note des déclarations.

- vii) *Détermination finale de l'existence d'un dumping concernant certains bois d'œuvre résineux en provenance du Canada (WT/DSB/M/139 et 140)*

À sa réunion du 19 décembre 2002, l'ORD a examiné une demande présentée par le Canada en vue de l'établissement d'un groupe spécial chargé d'examiner sa plainte relative à la détermination finale, par les États-Unis, de l'existence d'un dumping concernant certains bois d'œuvre résineux en provenance du Canada (WT/DS264/2).

Les représentants du Canada et des États-Unis ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question.

À sa réunion du 8 janvier 2003, l'ORD a de nouveau examiné cette question.

Les représentants du Canada et des États-Unis ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations et est convenu d'établir un groupe spécial doté du mandat type, conformément aux dispositions de l'article 6 du Mémoire d'accord.

Les représentants des Communautés européennes et de l'Inde ont réservé leur droit de participer en tant que tierces parties aux travaux du Groupe spécial.¹²

- viii) *Enquête de la Commission du commerce international dans l'affaire concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada (WT/DSB/M/147 et 149)*

À sa réunion du 15 avril 2003, l'ORD a examiné une demande présentée par le Canada en vue de l'établissement d'un groupe spécial chargé d'examiner sa plainte relative à l'enquête de la Commission du commerce international dans l'affaire concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada (WT/DS277/2).

Les représentants du Canada et des États-Unis ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question.

À sa réunion du 7 mai 2003, l'ORD a de nouveau examiné cette question.

Les représentants du Canada et des États-Unis ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations et est convenu d'établir un groupe spécial doté du mandat type conformément aux dispositions de l'article 6 du Mémoire d'accord.

Les représentants des Communautés européennes et du Japon ont réservé leur droit de participer en tant que tierces parties aux travaux du Groupe spécial.¹³

¹² Après la réunion, le Japon a réservé son droit de participer en tant que tierce partie aux travaux du Groupe spécial.

¹³ Après la réunion, la Corée a réservé son droit de participer en tant que tierce partie aux travaux du Groupe spécial.

ix) Mesures visant la fourniture transfrontières de services de jeux et paris (WT/DSB/M/151)

À sa réunion du 24 juin 2003, l'ORD a examiné une demande présentée par Antigua-et-Barbuda en vue de l'examen de sa plainte concernant les mesures des États-Unis visant la fourniture transfrontières de services de jeux et paris (WT/DS285/2).

Les représentants d'Antigua-et-Barbuda et des États-Unis ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question.

x) Subventions concernant le coton upland (WT/DSB/M/143, 145, 146, 147 et 150)

À sa réunion du 19 février 2003, l'ORD a examiné une demande présentée par le Brésil en vue de l'établissement d'un groupe spécial chargé d'examiner sa plainte relative aux subventions des États-Unis concernant le coton upland (WT/DS267/7).

Les représentants du Brésil, des États-Unis, de l'Argentine et de l'Inde ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question.

À sa réunion du 18 mars 2003, l'ORD a de nouveau examiné cette question. Dans le cadre de ce point, le Président a dit qu'il consultait les parties au différend afin de répondre à la demande du Brésil au titre de l'Annexe V de l'Accord SMC de désigner un représentant chargé de faciliter le processus de collecte de renseignements.

Les représentants du Brésil, des États-Unis, de l'Argentine, de l'Inde, du Pakistan, de la Chine et du Taipei chinois ainsi que le Président ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations et est convenu d'établir un groupe spécial doté du mandat type, conformément aux dispositions de l'article 6 du Mémoire d'accord.

Les représentants de l'Argentine, du Canada, de la Chine, des Communautés européennes, de l'Inde, du Pakistan, du Taipei chinois et du Venezuela ont réservé leur droit de participer en tant que tierces parties aux travaux du Groupe spécial.¹⁴

À la réunion tenue par l'ORD le 31 mars 2003, le Président a rappelé que, outre la demande d'établissement d'un groupe spécial qu'il avait présentée dans l'affaire "États-Unis – Subventions concernant le coton upland", le Brésil avait également demandé que l'ORD engage les procédures prévues à l'Annexe V de l'Accord SMC afin de désigner un représentant chargé de faciliter le processus de collecte des renseignements nécessaires aux parties et au groupe spécial. Le Président avait engagé des consultations avec les parties au différend à ce sujet mais il a indiqué que ces consultations n'étaient pas encore terminées. Il n'était donc pas en mesure de faire une proposition à la réunion en cours mais il espérait pouvoir le faire prochainement.

Les représentants du Brésil, des États-Unis, des Communautés européennes, de l'Argentine, du Bénin et de l'Inde ainsi que le Président ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de suspendre la réunion sur ce point de l'ordre du jour jusqu'à nouvel avis. L'ORD est également convenu que le Président continuerait à tenir des consultations avec les parties au différend sur cette question; lorsqu'un accord serait intervenu, il enverrait un fax aux délégations pour les informer de la reprise de la réunion.

¹⁴ Après la réunion, l'Australie, le Bénin, le Tchad, la Nouvelle-Zélande et le Paraguay ont réservé leur droit de participer en tant que tierces parties aux travaux du Groupe spécial.

À la réunion tenue par l'ORD le 15 avril 2003, le Brésil a soulevé quelques points de procédure concernant l'Annexe V de l'Accord SMC en rapport avec l'affaire "États-Unis - Subventions concernant le coton upland".

Les représentants du Brésil, des États-Unis, des Communautés européennes, du Chili, du Bénin et du Japon, le Président ainsi que le représentant du Secrétariat ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations et a accepté la proposition du Président de convoquer une réunion informelle immédiatement après la présente réunion afin de poursuivre le débat sur cette question.

À la réunion tenue par l'ORD le 19 mai 2003, le Brésil a évoqué certaines questions concernant les procédures à suivre pour la collecte de renseignements au titre de l'Annexe V de l'Accord SMC dans l'affaire "États-Unis – Subventions concernant le coton upland".

Les représentants du Brésil, des États-Unis, des Communautés européennes, de l'Argentine et de l'Inde ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations.

xi) Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les matériels tubulaires pour puits de pétrole en provenance d'Argentine (WT/DSB/M/147 et 150)

À sa réunion du 15 avril 2003, l'ORD a examiné une demande présentée par l'Argentine en vue de l'établissement d'un groupe spécial chargé d'examiner sa plainte relative aux réexamens à l'extinction des États-Unis concernant les mesures antidumping visant les matériels tubulaires pour puits de pétrole en provenance d'Argentine (WT/DS268/2).

Les représentants de l'Argentine et des États-Unis ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question.

À sa réunion du 19 mai 2003, l'ORD a de nouveau examiné cette question.

Les représentants de l'Argentine et des États-Unis ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations et est convenu d'établir un groupe spécial doté du mandat type conformément aux dispositions de l'article 6 du Mémoire d'accord.

Les représentants des Communautés européennes, du Japon, de la Corée, du Mexique et du Taipei chinois ont réservé leur droit de participer en tant que tierces parties aux travaux du Groupe spécial.

xii) Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger" (WT/DSB/M/149)

À sa réunion du 7 mai 2003, l'ORD a examiné la demande que les Communautés européennes avaient présentée au titre de l'article 4.10 de l'Accord SMC et de l'article 22:7 du Mémoire d'accord afin d'être autorisées par l'ORD à prendre des contre-mesures adaptées et à suspendre l'application à l'égard des États-Unis de concessions (WT/DS108/26).

Les représentants des Communautés européennes et des États-Unis ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations et est convenu d'accorder, conformément à la demande des Communautés européennes au titre de l'article 4.10 de l'Accord SMC et de l'article 22:7 du Mémoire d'accord figurant dans le document WT/DS108/26, l'autorisation de prendre des contre-mesures adaptées et de suspendre l'application à l'égard des États-Unis de concessions conformément à la décision de l'arbitre figurant dans le document WT/DS108/ARB.

f) Uruguay

i) *Traitement fiscal appliqué à certains produits (WT/DSB/M/147 et 150)*

À sa réunion du 15 avril 2003, l'ORD a examiné une demande présentée par le Chili en vue de l'établissement d'un groupe spécial chargé d'examiner sa plainte concernant le traitement fiscal appliqué par l'Uruguay à certains produits (WT/DS261/4).

Les représentants du Chili et de l'Uruguay ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question.

À sa réunion du 19 mai 2003, l'ORD a de nouveau examiné cette question.

Les représentants du Chili et de l'Uruguay ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations et est convenu d'établir un groupe spécial doté du mandat type conformément aux dispositions de l'article 6 du Mémoire d'accord.

Les représentants des Communautés européennes, du Mexique et des États-Unis ont réservé leur droit de participer en tant que tierces parties aux travaux du Groupe spécial.

7. Surveillance de la mise en œuvre des recommandations adoptées par l'ORD

Ce point a été inscrit à l'ordre du jour de l'ORD conformément à l'article 21:6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, qui prévoit ce qui suit: "À moins que l'ORD n'en décide autrement, la question de la mise en œuvre des recommandations ou décisions sera inscrite à l'ordre du jour de la réunion de l'ORD après une période de six mois suivant la date à laquelle le délai raisonnable prévu au paragraphe 3 aura été fixé et restera inscrite à l'ordre du jour des réunions de l'ORD jusqu'à ce qu'elle soit résolue. Dix jours au moins avant chacune de ces réunions, le Membre concerné présentera à l'ORD un rapport de situation écrit indiquant où en est la mise en œuvre des recommandations ou décisions."

a) Égypte

i) *Mesures antidumping définitives à l'importation de barres d'armature en acier en provenance de la Turquie (WT/DSB/M/150 et 151)*

À sa réunion du 19 mai 2003, l'ORD a examiné le rapport de situation de l'Égypte indiquant où en était la mise en œuvre des recommandations de l'ORD sur cette question (WT/DS211/7).

Les représentants de l'Égypte et de la Turquie ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa prochaine réunion ordinaire.

À sa réunion du 24 juin 2003, l'ORD a examiné le rapport de situation de l'Égypte indiquant où en était la mise en œuvre des recommandations de l'ORD sur cette question (WT/DS211/7/Add.1).

Les représentants de l'Égypte et de la Turquie ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa prochaine réunion ordinaire.

b) États-Unis

i) *Loi antidumping de 1916 (WT/DSB/M/139, 142, 143, 145, 147, 150 et 151)*

À sa réunion du 19 décembre 2002, l'ORD a examiné le rapport de situation des États-Unis indiquant où en était la mise en œuvre des recommandations de l'ORD sur cette question (WT/DS136/14/Add.10–WT/DS162/17/Add.10).

Les représentants des États-Unis, des Communautés européennes et du Japon ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa prochaine réunion ordinaire.

À sa réunion du 27 janvier 2003, l'ORD a examiné le rapport de situation des États-Unis indiquant où en était la mise en œuvre des recommandations de l'ORD sur cette question (WT/DS136/14/Add.11–WT/DS162/17/Add.11).

Les représentants des États-Unis, du Japon et des Communautés européennes ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa prochaine réunion ordinaire.

À sa réunion du 19 février 2003, l'ORD a examiné le rapport de situation des États-Unis indiquant où en était la mise en œuvre des recommandations de l'ORD sur cette question (WT/DS136/14/Add.12–WT/DS162/17/Add.12).

Les représentants des États-Unis, des Communautés européennes et du Japon ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa prochaine réunion ordinaire.

À sa réunion du 18 mars 2003, l'ORD a examiné le rapport de situation des États-Unis indiquant où en était la mise en œuvre des recommandations de l'ORD sur cette question (WT/DS136/14/Add.13–WT/DS162/17/Add.13).

Les représentants des États-Unis, des Communautés européennes et du Japon ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa prochaine réunion ordinaire.

À sa réunion du 15 avril 2003, l'ORD a examiné le rapport de situation des États-Unis indiquant où en était la mise en œuvre des recommandations de l'ORD sur cette question (WT/DS136/14/Add.14–WT/DS162/17/Add.14).

Les représentants des États-Unis, des Communautés européennes et du Japon ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa prochaine réunion ordinaire.

À sa réunion du 19 mai 2003, l'ORD a examiné le rapport de situation des États-Unis indiquant où en était la mise en œuvre des recommandations de l'ORD sur cette question (WT/DS136/14/Add.15–WT/DS162/17/Add.15).

Les représentants des États-Unis, des Communautés européennes et du Japon ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa prochaine réunion ordinaire.

À sa réunion du 24 juin 2003, l'ORD a examiné le rapport de situation des États-Unis indiquant où en était la mise en œuvre des recommandations de l'ORD sur cette question (WT/DS136/14/Add.16–WT/DS162/17/Add.16).

Les représentants des États-Unis, des Communautés européennes et du Japon ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa prochaine réunion ordinaire.

ii) *Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon (WT/DSB/M/139, 142, 143, 145, 147, 150 et 151)*

À sa réunion du 19 décembre 2002, l'ORD a examiné le rapport de situation des États-Unis indiquant où en était la mise en œuvre des recommandations de l'ORD sur cette question (WT/DS184/15/Add.3).

Les représentants des États-Unis et du Japon ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa prochaine réunion ordinaire.

À sa réunion du 27 janvier 2003, l'ORD a examiné le rapport de situation des États-Unis indiquant où en était la mise en œuvre des recommandations de l'ORD sur cette question (WT/DS184/15/Add.4).

Les représentants des États-Unis et du Japon ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa prochaine réunion ordinaire.

À sa réunion du 19 février 2003, l'ORD a examiné le rapport de situation des États-Unis indiquant où en était la mise en œuvre des recommandations de l'ORD sur cette question (WT/DS184/15/Add.5).

Les représentants des États-Unis et du Japon ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa prochaine réunion ordinaire.

À sa réunion du 18 mars 2003, l'ORD a examiné le rapport de situation des États-Unis indiquant où en était la mise en œuvre des recommandations de l'ORD sur cette question (WT/DS184/15/Add.6).

Les représentants des États-Unis et du Japon ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa prochaine réunion ordinaire.

À sa réunion du 15 avril 2003, l'ORD a examiné le rapport de situation des États-Unis indiquant où en était la mise en œuvre des recommandations de l'ORD sur cette question (WT/DS184/15/Add.7).

Les représentants des États-Unis et du Japon ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa prochaine réunion ordinaire.

À sa réunion du 19 mai 2003, l'ORD a examiné le rapport de situation des États-Unis indiquant où en était la mise en œuvre des recommandations de l'ORD sur cette question (WT/DS184/15/Add.8).

Les représentants des États-Unis et du Japon ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa prochaine réunion ordinaire.

À sa réunion du 24 juin 2003, l'ORD a examiné le rapport de situation des États-Unis indiquant où en était la mise en œuvre des recommandations de l'ORD sur cette question (WT/DS184/15/Add.9).

Les représentants des États-Unis et du Japon ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa prochaine réunion ordinaire.

iii) *Article 110 5) de la Loi sur le droit d'auteur (WT/DSB/M/139, 142, 143, 145, 147, 150 et 151)*

À sa réunion du 19 décembre 2002, l'ORD a examiné le rapport de situation des États-Unis indiquant où en était la mise en œuvre des recommandations de l'ORD sur cette question (WT/DS160/18/Add.10).

Les représentants des États-Unis, des Communautés européennes et de l'Australie ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa prochaine réunion ordinaire.

À sa réunion du 27 janvier 2003, l'ORD a examiné le rapport de situation des États-Unis indiquant où en était la mise en œuvre des recommandations de l'ORD sur cette question (WT/DS160/18/Add.11).

Les représentants des États-Unis et des Communautés européennes ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa prochaine réunion ordinaire.

À sa réunion du 19 février 2003, l'ORD a examiné le rapport de situation des États-Unis indiquant où en était la mise en œuvre des recommandations de l'ORD sur cette question (WT/DS160/18/Add.12).

Les représentants des États-Unis et des Communautés européennes ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa prochaine réunion ordinaire.

À sa réunion du 18 mars 2003, l'ORD a examiné le rapport de situation des États-Unis indiquant où en était la mise en œuvre des recommandations de l'ORD sur cette question (WT/DS160/18/Add.13).

Les représentants des États-Unis et des Communautés européennes ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa prochaine réunion ordinaire.

À sa réunion du 15 avril 2003, l'ORD a examiné le rapport de situation des États-Unis indiquant où en était la mise en œuvre des recommandations de l'ORD sur cette question (WT/DS160/18/Add.14).

Les représentants des États-Unis et des Communautés européennes ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa prochaine réunion ordinaire.

À sa réunion du 19 mai 2003, l'ORD a examiné le rapport de situation des États-Unis indiquant où en était la mise en œuvre des recommandations de l'ORD sur cette question (WT/DS160/18/Add.15).

Les représentants des États-Unis et des Communautés européennes ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa prochaine réunion ordinaire.

À sa réunion du 24 juin 2003, l'ORD a examiné le rapport de situation des États-Unis indiquant où en était la mise en œuvre des recommandations de l'ORD sur cette question (WT/DS160/18/Add.16).

Les représentants des États-Unis, des Communautés européennes et de l'Australie ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations.

- iv) *Article 211 de la Loi générale de 1998 portant ouverture de crédits (WT/DSB/M/139, 142, 143, 145, 147, 150 et 151)*

À sa réunion du 19 décembre 2002, l'ORD a examiné le rapport de situation des États-Unis indiquant où en était la mise en œuvre des recommandations de l'ORD sur cette question (WT/DS176/11/Add.3).

Les représentants des États-Unis, des Communautés européennes et de Cuba ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa prochaine réunion ordinaire.

À sa réunion du 27 janvier 2003, l'ORD a examiné le rapport de situation des États-Unis indiquant où en était la mise en œuvre des recommandations de l'ORD sur cette question (WT/DS176/11/Add.4).

Les représentants des États-Unis, des Communautés européennes et de Cuba ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa prochaine réunion ordinaire.

À sa réunion du 19 février 2003, l'ORD a examiné le rapport de situation des États-Unis indiquant où en était la mise en œuvre des recommandations de l'ORD sur cette question (WT/DS176/11/Add.5).

Les représentants des États-Unis, des Communautés européennes et de Cuba ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa prochaine réunion ordinaire.

À sa réunion du 18 mars 2003, l'ORD a examiné le rapport de situation des États-Unis indiquant où en était la mise en œuvre des recommandations de l'ORD sur cette question (WT/DS176/11/Add.6).

Les représentants des États-Unis, des Communautés européennes et de Cuba ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa prochaine réunion ordinaire.

À sa réunion du 15 avril 2003, l'ORD a examiné le rapport de situation des États-Unis indiquant où en était la mise en œuvre des recommandations de l'ORD sur cette question (WT/DS176/11/Add.7).

Les représentants des États-Unis, des Communautés européennes et de Cuba ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa prochaine réunion ordinaire.

À sa réunion du 19 mai 2003, l'ORD a examiné le rapport de situation des États-Unis indiquant où en était la mise en œuvre des recommandations de l'ORD sur cette question (WT/DS176/11/Add.8).

Les représentants des États-Unis, des Communautés européennes et de Cuba ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa prochaine réunion ordinaire.

À sa réunion du 24 juin 2003, l'ORD a examiné le rapport de situation des États-Unis indiquant où en était la mise en œuvre des recommandations de l'ORD sur cette question (WT/DS176/11/Add.9).

Les représentants des États-Unis, des Communautés européennes et de Cuba ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa prochaine réunion ordinaire.

8. Autres points soulevés au titre des "Autres questions"

- a) Déclaration du Président au sujet d'une communication de l'Organe d'appel concernant les modifications qu'il était proposé d'apporter aux *Procédures de travail pour l'examen en appel* (WT/DSB/M/147)

À la réunion tenue par l'ORD le 15 avril 2003, le Président a appelé l'attention des Membres sur la lettre du Président de l'Organe d'appel, distribuée sous la cote WT/AB/WP/6, qui contenait la version finale des modifications apportées aux Procédures de travail pour l'examen en appel (WT/AB/WP/5) ainsi que des explications additionnelles à ce sujet.

L'ORD a pris note de la déclaration.

- b) Questions soulevées par les États-Unis au sujet de la réunion de l'ORD prévue pour le 26 février 2003 (WT/DSB/M/143)

À la réunion tenue par l'ORD le 19 février 2003, le représentant des États-Unis a demandé une explication au sujet du but de la réunion dont la convocation avait été demandée par certains Membres et qui porterait sur les déclarations d'intention concernant la mise en œuvre des recommandations de l'ORD dans l'affaire "États-Unis – Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention".

Les représentants des États-Unis, des Communautés européennes, du Canada, de la Corée, du Japon, de l'Inde, du Brésil et du Chili ont pris la parole.

L'ORD a pris note des déclarations.
